

# CITOYENNETÉ et VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE

Manuel Tonolo, prag de philosophie, INSPE, site de Chambéry, Université Grenoble-Alpes

MàJ : 11/09/2022

## SOMMAIRE :

- I- Définir la citoyenneté
  - A- Une civilité du "vivre-ensemble" liée aux codes sociaux
  - B- Un civisme démocratique et actif, orienté par des idéaux moraux ;
  - C- Une instruction critique
- II- Définir ce que n'est pas la citoyenneté
- III- Articuler les espaces de la citoyenneté
- IV- L'égalité devant la loi républicaine équilibre les libertés démocratiques
- V- 'Valeurs' ou 'Principes' de la République ?
  - A- Qu'est-ce qu'une valeur ?
  - B- Qu'est-ce qu'un principe ?
  - C- Les valeurs et les principes de la République
- VI- Articulation spatiale des valeurs de la République
  - A- L'ambivalence de la liberté
  - B- La complémentarité avec les deux autres valeurs
  - C- Quel est le sens de la devise française ?
- VII- Éduquer à la citoyenneté
- VIII- Les allusions partielles aux valeurs de la République
  - A- L'oubli de la fraternité
  - B- L'oubli de l'égalité ;
  - C- L'oubli de la liberté.

+ Note de la page 2

## I- DÉFINIR LA CITOYENNETÉ

### A/ Tout d'abord une CIVILITE

- a/ l'appartenance à un groupe dont on partage l'identité, les codes sociaux
- b/ une bienveillance minimale pour une coexistence pacifique, un "vivre-ensemble" de base
- c/ une maîtrise des pulsions, un souci des règles communes de "savoir-vivre" minimal, de politesse

*Mais on peut « vivre ensemble » sans s'agresser dans une rame de métro, au cœur d'une bande de malfrats... Et même en se côtoyant dans l'indifférence, comme des voisins qui « vivent ensemble » en se croisant chaque jour dans l'ascenseur sans même se saluer. Il faut donc aller plus loin*

### B/ La civilité ne suffit pas si elle n'est accompagnée de CIVISME

#### 1/ UN CIVISME PASSIF :

- d'abord la connaissance des lois politiques légales et leur observance, (l'individu est sujet /lois)
- mais il vaut mieux observer les lois d'une République **démocratique**,
  - c'est à dire \* animées par la volonté de viser l'intérêt général,
  - \* orientées par des **idéaux moraux légitimes** vers lesquelles progresser :  
DDH, Liberté, Égalité, Fraternité, Justice, Démocratie ( Droits de l'humain,

solidarité, refus des discriminations, valeurs écologiques (conscience du lien /ce qui nous entoure (cité, pays, Nature...)

→ Une valeur républicaine et démocratique = l'orientation d'un *universel critique*

## 2/ *UN CIVISME ACTIF* :

mais le civisme passif est insuffisant quand on parle d'une citoyenneté démocratique :

=> nécessité d'une **participation active** pour s'engager :

l'individu est non seulement soumis aux lois, mais aussi **législateur de ces lois** pour défendre, faire avancer et améliorer collectivement les droits.

**civisme actif = Participer, s'engager au nom des valeurs, pour les défendre et les faire progresser, évoluer.**

**On peut distinguer deux sortes d'activité :**

**a → *civisme actif indirect*** : vote des représentants, intérêt théorique pour la chose politique

**b → *civisme actif direct*** : prise de responsabilité au nom du bien commun, action animée par le souci de l'intérêt général

→ *s'engager au quotidien pour faire vivre ces valeurs* en les incarnant dans des actions et engagements individuels pour le bien de tous.

→ *critiquer les insuffisances des lois et de la société* pour les améliorer en les confrontant aux idéaux moraux qui la fondent : justice, démocratie, égalité, liberté, fraternité...

*Avoir conscience du Bien commun avec l'envie de participer, de s'engager, cela suffit-il pour prendre toutes les décisions politiques nécessaires, même si on n'y connaît rien ?*

C/ Enfin, la citoyenneté ne peut être réelle sans être « éclairée » par l'**INSTRUCTION**

→ à condition cependant que cette instruction soit **critique** : critique des sources, connaissance des divers points de vue possibles...

## **Quelques auteurs pour approfondir ces trois aspects de la citoyenneté :**

**Civilité** : cf Alain, *Système des Beaux-Arts, Livre 2, IX : La politesse* ; Norbert Elias : *Sur le processus de civilisation* (ou [ici](#)); Comte-Sponville : *La Politesse*.

**Civisme** : cf Aristote, *La Politique* ; Rousseau : *Le contrat Social* ou [ici](#) ;

**Instruction** : cf Condorcet, *Mémoires sur l'Instruction publique*, ou [ici](#) ; Kant, *Qu'est-ce que les Lumières ?* ou [ici](#).

## II- DÉFINIR CE QUE N'EST PAS LA CITOYENNETÉ

→ **Cette définition nous permet d'écarter des définitions erronées ou partielles de la citoyenneté :**

Il arrive en effet que la citoyenneté ne soit appréhendée que sous l'un des trois aspects ci-dessus, en omettant plus ou moins volontairement les autres aspects.

**1 - réduire la citoyenneté à l'apprentissage de la politesse**, au seul respect des codes sociaux (« vivre ensemble » sans « agir ensemble » pour faire avancer l'intérêt général) ;

**2- Réduire la citoyenneté au simple « vivre ensemble » ou au « climat de classe »**, ou oubliant l'observation des lois et l'engagement personnel orienté dans le sens de l'intérêt commun, avec une instruction suffisante pour fonder la prise de décision. Dans une rame de métro où les gens tentent de « vivre ensemble » en coexistant sans trop se gêner ni se bousculer, on ne peut guère parler de citoyenneté. Encore moins dans la mafia où aussi, après tout, il est également impératif de savoir « vivre ensemble », au sein d'un « climat » relativement apaisé...

**3 - réduire la citoyenneté à la lutte contre les incivilités**, en laissant de côté la formation d'un citoyen animé par le sens de l'Intérêt général. L'absence de dégradations ne suffit pas à qualifier un haut degré de citoyenneté et d'attachement au Bien commun. On peut aussi l'obtenir par un état de crainte généralisée. **de classe »**

**4- Réduire la citoyenneté à un « agir ensemble »** quelconque. Il ne suffit pas que des individus mènent une activité en commun pour le faire dans le souci de l'intérêt de tous. De même, réduire la citoyenneté à une **coopération** quand cette coopération s'effectue contre une équipe aversive contre laquelle il faut l'emporter coûte que coûte. Comme à chaque fois qu'on voit par exemple dans l'adversaire sportif un ennemi à abattre et non un partenaire *\*[voir note en dernière page de ce document]* qui nous aide à nous dépasser, individuellement ou collectivement.

**5 - réduire la citoyenneté à la seule obéissance aux lois en oubliant une civilité minimale ;**

**6 - réduire la citoyenneté à la seule obéissance aveugle aux lois sans participer activement** (se contenter d'obéir à la loi sans s'engager personnellement et participer à sa défense, en oubliant la participation active nécessaire à la critique et à l'amélioration des lois / principes qui les fondent ;

**7 - réduire la citoyenneté aux seuls devoirs** en oubliant de mentionner les droits qu'ils garantissent ;

**8 - réduire la citoyenneté aux seuls droits** en oubliant les devoirs qui protègent les droits des autres ;

**9 - réduire la citoyenneté à une identité d'appartenance** en refusant d'améliorer les lois existantes pour progresser encore davantage vers une réalisation supérieure des idéaux moraux qui les orientent ;

**10 - réduire la citoyenneté à vouloir changer les lois existantes en oubliant/supprimant l'histoire de notre identité commune ;** Ce sont par exemple toutes les tentatives d'éradication totales ou partielles d'un passé en contradiction avec le futur qu'on souhaite.

**11 - réduire la citoyenneté à un refus d'obéir aux lois en oubliant l'intérêt général**, et en n'agissant que dans le sens de son propre intérêt particulier : on se révolte dans son seul intérêt personnel ou dans celui d'un groupement d'intérêts différents de l'intérêt commun.

**12- réduire la citoyenneté à un engagement personnel qui oublie les idéaux moraux fondateurs** (« faire ensemble », en perdant de vue les idéaux démocratiques pour lesquels on agit ensemble) ;

**13** - réduire la citoyenneté à **un décision aveugle et précipitée, sans un minimum de connaissances** préalables (technique de manipulation classique : « Bon, arrêtez de réfléchir et décidez-vous vite, car c'est l'occasion à ne pas manquer ! » ; « Allez, dépêchons-nous de voter, on ne va pas y passer l'heure ! ») ;

**14**- réduire la citoyenneté à une **consultation pour information sans que cela ne débouche sur un réel pouvoir de décision**, ou au moins de participation à la décision;

### **III- ARTICULER LES ESPACES DE LA CITOYENNETÉ**

On a souvent tendance à parler de citoyenneté :

- en oubliant de **la relier avec l'instruction**, sans laquelle il n'est pas de réelle démocratie (les citoyens ignorants étant prêts à suivre n'importe qui et à croire n'importe quoi)
- en oubliant de **la relier à la morale**, dont elle s'inspire des finalités sans en dériver, car il faut toujours composer avec une réalité politique aléatoire, peu compatible avec un idéalisme moral, qui pourrait même être dangereux s'il désirait imposer une certaine idée de la pureté.

*(Voir schéma page suivante)*

**ESPACE de la CIVILITÉ**  
(Vivre ensemble)

**ESPACE du CIVISME**

**VALEURS MORALES**

(justice, égalité, liberté, fraternité...)

**PARTICIPATION ACTIVE (Agir ensemble)**  
pour

- FAIRE VIVRE CES VALEURS MORALES
- PARTICIPER À LA CRITIQUE et à L'AMÉLIORATION des LOIS

**LOIS**

(Obéir ensemble)  
**CONNAISSANCE ET OBSERVATION DES LOIS**

**INSTRUCTION CRITIQUE**

pour former des citoyen-ne-s éclairé-e-s  
à prendre des décisions réfléchies ensemble

/ 2 valeurs de l'École pour instruire cette citoyenneté :

- Le SAVOIR / vérité de l'objectivité des connaissances
- La CULTURE / développement des qualités 'humaines'
  - par l'exercice qui nous confronte à l'extériorité, et
  - par l'ouverture aux œuvres importantes de l'humanité

## IV- L'ÉGALITÉ DEVANT LA LOI RÉPUBLICAINE ÉQUILIBRE LES LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES

Hors d'une société DÉMOCRATIQUE : inégalité des droits et loi du plus fort :

<b>Liberté/droits limités des moins forts</b> <b>Droits &lt;&lt;&lt; Devoirs</b>	<b>Liberté très limitée :</b> <b>Devoirs &gt;&gt;&gt; Droits</b> <b>des plus faibles</b>
<b>Liberté sans limite du plus fort</b> <b>Droits &gt;&gt;&gt; Devoirs</b>	<b>Liberté/droits limités des moins forts</b>  <b>Droits &lt;&lt;&lt; Devoirs</b>

Démocratie républicaine : affirmation d'une égalité des espaces de droits, protégés par la loi :

<b>X1</b>  <b>DROITS <u>égaux</u></b>	<b>D</b> <b>E</b> <b>V</b> <b>O</b> <b>I</b> <b>R</b> <b>S</b>	<b>X2</b>  <b>DROITS <u>égaux</u></b>
<b>DEVOIRS</b>		<b>LOIS</b>
<b>X3</b> Même espace de <b><u>LIBERTÉ</u></b> , mais limitée pour garantir celle des autres	<b>L</b> <b>O</b> <b>I</b> <b>S</b>	<b>X4</b> Même espace de <b><u>LIBERTÉ</u></b> , mais limitée pour garantir celle des autres

Vivre en Démocratie => Affirmation de l'exigence de la LIBERTÉ (liberté d'expression, droits...)

Vivre en République => Affirmation de l'exigence de l'ÉGALITÉ grâce à la loi (droits) :

Le sens de la loi = *en principe* assurer l'égalité, c'est à dire l'égalité des libertés entre elles.

Toute liberté est relative à celle des autres, donc limitée par la Loi. Il ne doit pas y avoir de **liberté** sans **égalité des libertés** entre elles, ni d'**égalité sans liberté**, comme les sujets d'une dictature, par exemple, « égaux » face à un pouvoir arbitraire...

Droit et devoir sont les deux faces d'une même pièce, la complémentarité entre les espaces particuliers :

Le devoir = la nécessité de respecter le droit des autres

L'égalité = l'égalité des libertés entre elles

Le droit n'existe que s'il reconnaît le même droit pour les autres, c'est à dire s'il *s'oblige* à respecter le droit des autres.

Citoyenneté = un espace qui limite mais protège la liberté/les droits de chacun

Il s'agit d'un **schéma idéal**, celui du *principe* d'une république démocratique.

Mais dans la réalité, il existe toujours des carences concernant la liberté, des injustices, des inégalités... si un régime est une république démocratique, cela ne signifie pas qu'il incarne parfaitement la démocratie, mais qu'il se donne l'idée démocratique comme idéal vers lequel progresser.

Le problème d'une démocratie n'est donc pas qu'il y existe encore des inégalités, mais que le régime se refuse à continuer à progresser en démocratie en s'efforçant de les limiter toujours plus, en incitant à la signaler et à agir.

=> nécessité de lutter sans cesse contre les discriminations, les injustices, et les inégalités qui persistent, afin de faire toujours progresser l'idéal démocratique

**C'est pourquoi la démocratie est le seul régime qui par principe repose sur sa propre auto-critique :**

On y sait que les lois doivent sans cesse être remises en question au fur et à mesure qu'on s'aperçoit qu'elles doivent être améliorées dans le sens de l'intérêt général, et dans celui d'une réalisation plus parfaite du Contrat Social, d'une démocratie et d'une justice meilleures, d'une plus grande liberté dans la sécurité, d'une égalité plus assurée, d'une participation de plus en plus grande des citoyen-ne-s éclairé-e-s aux décisions de la Nation.

Une société qui se veut « démocratique » et qui, par souci de sa stabilité, se refuserait à toute auto-critique et à toute discussion en son sein, se présenterait comme un « peuple de dieux » prétendant incarner en réalité l'idéal démocratique. Or, quoi de plus stable, tant qu'il dure, qu'un régime totalitaire ou dictatorial qui fait taire toute opposition, tout Parlement ?

Ce régime montrerait rapidement qu'il a perdu de vue le sens de l'articulation des valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité.

## **V- « VALEURS » ou « PRINCIPES » DE LA RÉPUBLIQUE ?**

### **A- Qu'est-ce qu'un 'principe' ?**

(à venir)

Principe juridique

Principe constitutionnel

Principe moral

### **B- Qu'est-ce qu'une 'valeur' ?**

(à venir)

1- Les valeurs individuelles

2- Les valeurs collectives

a- Les valeurs morales

b- Les valeurs politiques

3- Les valeurs républicaines : à l'articulation de l'horizon d'un idéal moral et d'une application politique

### **C- Valeurs et/ou principes de la République ?**

(à venir)

Le préjugé commun consiste à parler de valeurs sans apporter davantage de précisions

L'argument commun à quelques analystes est de se refuser à parler de valeurs (qu'on pourrait considérer comme relatives), mais de principes (intangibles).

## D- Les Principes de la République Démocratique

### 1- Principes et Valeurs de la République : Liberté, égalité, fraternité (= idéaux, horizons)

Liberté,  
Égalité,  
Fraternité

qui sont aussi des valeurs de la République, non en soi pour chacune, mais pour la collectivité, et seulement quand elles forment un SYSTÈME (Cf site Viatique)

### 2- Principes de la République : (= règles juridiques du préambule de la constitution de 1958)

#### **Les PRINCIPES DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE**

cf : <https://www.vie-publique.fr/fiches/19562-quels-sont-les-principes-fondamentaux-de-la-republique-francaise>

#### - **Principes et Valeurs de la République** : *Liberté, égalité, fraternité* (= idéaux, horizons)

{ Liberté,  
Égalité,  
Fraternité

qui sont aussi des valeurs de la République, non en soi pour chacune, mais seulement quand elles forment un SYSTÈME (Cf site Viatique)

#### - **Principes de la République** : (= règles juridiques du préambule de la constitution de 1958)

{ indivisible (*souveraineté/ peuple* + *Alsace-Lorraine*)  
laïque (1792, 1882, 1886, 1905, 2004)  
démocratique (*suffrage universel*, 1848, 1944)  
sociale (*acquis sociaux du CNR* 1944 → 1946)

*4 principes ajoutés dans le préambule  
de la constitution de 1958*

*+ 3 principes ajoutés dans les années 2000*

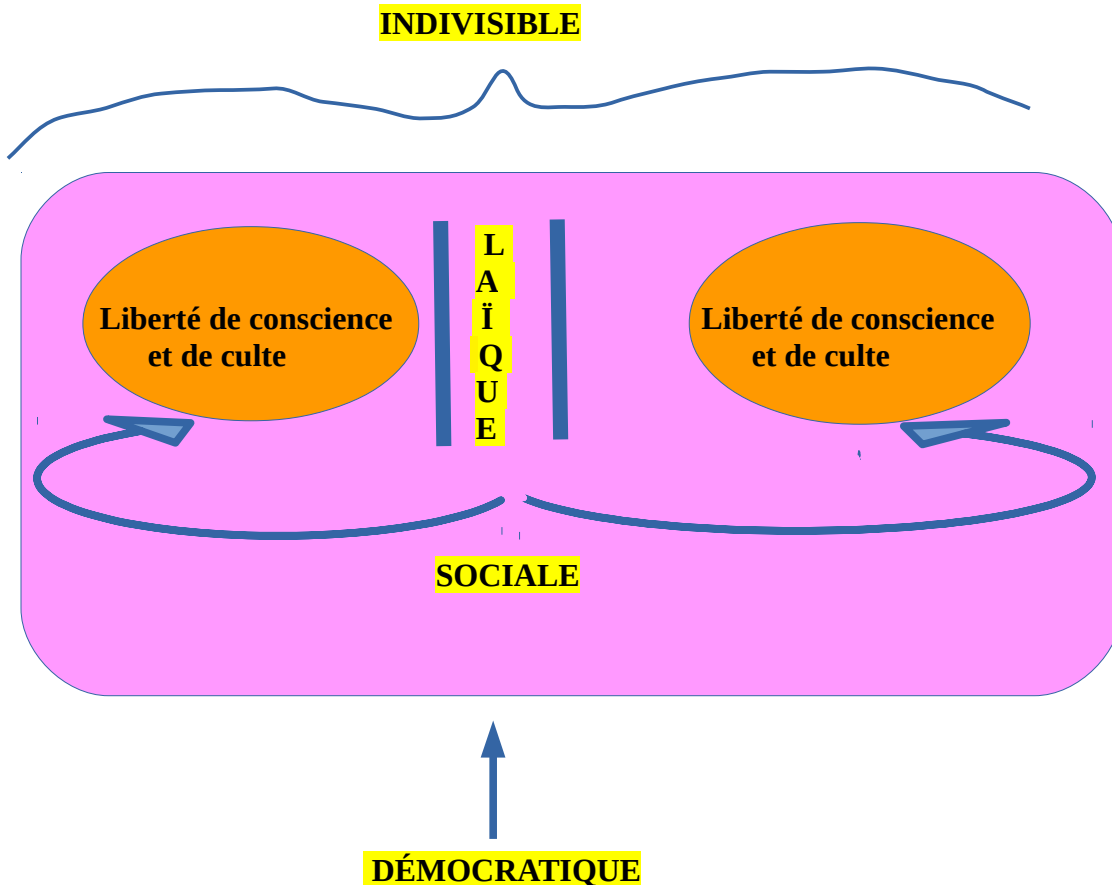
{ organisation décentralisée de la République (2003)  
environnement et principe de précaution /dvt durable /Charte environnement de 2004) (2005)  
égalité Homme-Femme (2008) (Loi de 2000 sur la parité + Égalité professionnelle H-F 2004)

#### - **Symboles de la République** : *Drapeau, devise, Marseillaise, 14 juillet, Marianne, coq*

#### - **Valeurs de l'École** : SAVOIR (vérité) + CULTURE



# ÉTAT



## VI- ARTICULATION SPATIALE DES 3 VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE

Pourquoi la devise de la République française met-elle en avant la liberté l'égalité et la fraternité? Pourquoi ces trois valeurs ? Pourquoi avoir choisi de privilégier la liberté, l'égalité et la fraternité, et pas d'autres valeurs ? Pourquoi seulement trois et pas deux ou quatre ?

Quand on présente les valeurs de la devise républicaine, il arrive fréquemment qu'on se contente de se livrer à un triple panégyrique qui juxtapose chacune des trois valeurs dans leur grandeur respective. La liberté, c'est magnifique ! L'égalité, c'est fantastique ! La fraternité, quel bonheur ! Cela revient à passer sous silence, comme nous allons le voir, l'ambivalence fondamentale de chacune de ces valeurs, qui en elle-même n'a pas le sens républicain que seule peut lui conférer son articulation avec les deux autres.

Par exemple, évoquer le problème philosophique de la liberté se réduit souvent à poser le problème de son antinomie avec la loi. Non pas que cet enjeu ne soit pas fondé, car il est vrai que toute liberté individuelle peut être une menace pour les autres libertés. On oublie cependant souvent le deuxième enjeu de la liberté, qui est de pouvoir s'associer avec d'autres libertés pour coopérer. Expliquons ces deux enjeux.

### A- L'ambivalence de la liberté :

**La liberté** peut se montrer sous deux aspects : elle peut avoir un côté négatif, menaçant la liberté des autres, ou un côté positif, coopérant heureusement avec celle des autres.

**Liberté - :** La liberté peut avoir un *côté négatif*, en concurrençant et menaçant la liberté d'autrui  
→ *Ma liberté s'arrête là où commence celle d'autrui* (= *Égalité*, refus des discriminations)

**Liberté + :** La liberté peut avoir aussi un *côté positif*, désireux de coopérer avec la liberté d'autrui  
→ *Ma liberté est étendue à l'infini par celle des autres*, elle se prolonge et s'enrichit là où commence celle d'autrui, avec qui je coopère. (= *Fraternité*, solidarité)

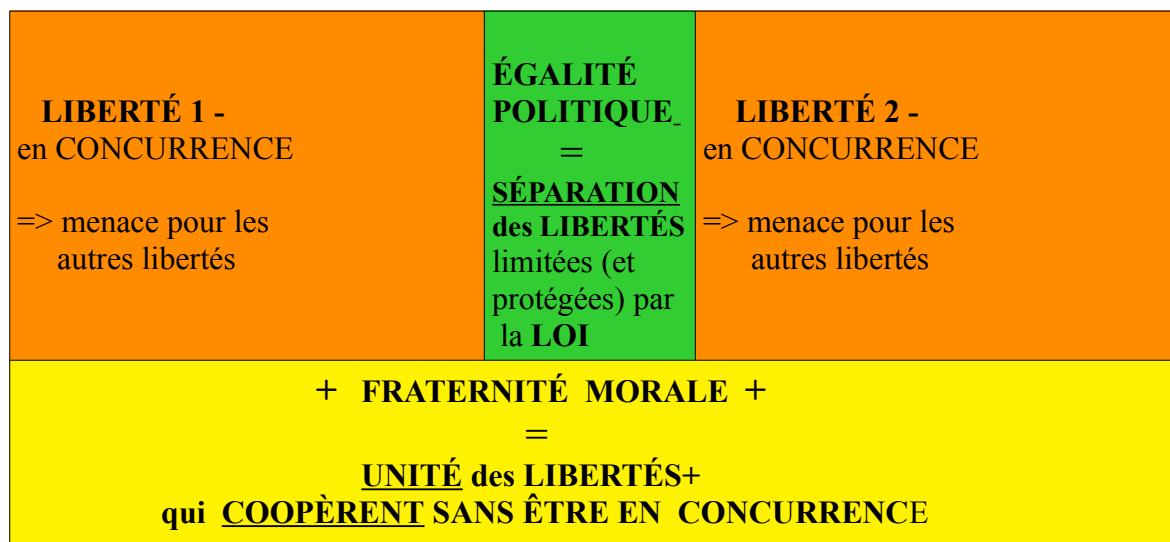
L'articulation avec les deux autres valeurs de la devise doit se comprendre par rapport aux deux aspects que peut revêtir la liberté :

### **B- La complémentarité avec les deux autres valeurs :**

Là où la liberté présente son côté négatif et représente un danger pour les autres libertés,  
→ **L'ÉGALITÉ politique** intervient pour **SÉPARER** par la loi les libertés dans leur côté négatif, en assurant l'égalité des libertés- entre elles.

Là où la liberté présente son côté positif et comprend l'intérêt d'une coopération avec les autres libertés :  
→ **La FRATERNITÉ morale** intervient pour **RÉUNIR** par la coopération les libertés dans leur côté positif et solidaire.

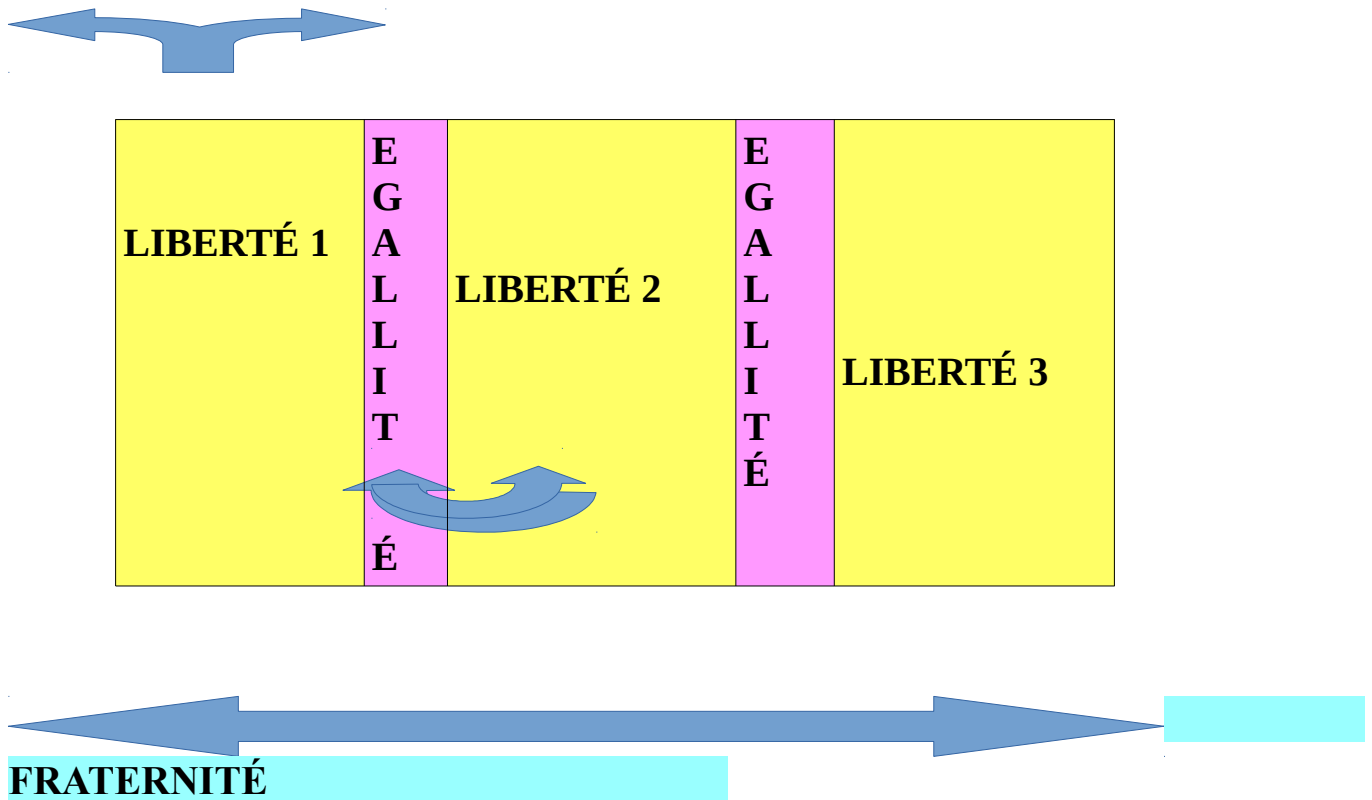
**L'égalité limite le côté négatif de la liberté tandis que la fraternité étend le côté positif de la liberté**



**L'ÉGALITÉ**, par la **LOI** fixe une frontière pour **ÉGALISER** les espaces divisés des **LIBERTÉS** en **CONCURRENCE**.

**La FRATERNITÉ** dépasse les frontières et rapproche les libertés pour **COOPÉRER** dans un espace commun, au nom des mêmes valeurs.

### SCHÉMA DE LA DEVISE RÉPUBLICAINE



C- Quel est alors le sens de la devise française ?

La devise unit trois valeurs : liberté, égalité, fraternité. Pour quelle raison ? Celle d'une ambivalence dialectique.

Parce que chacune de ces trois valeurs est ambivalente et peut renvoyer à des significations opposées. Prise en soi et isolément, chaque valeur révèle qu'elle ne peut valoir par elle-même.

Quand elle est seule, la liberté peut opprimer d'autres libertés. Quand elle est seule, l'égalité dans la misère ou dans la soumission n'est pas enviable. Quand elle est seule, la fraternité peut se liguier contre d'autres libertés ou d'autres fraternités qu'elle opprime, ou auxquelles elle impose son intérêt particulier.

La valeur de la devise consiste dans donc l'articulation complémentaire entre les trois valeurs, toujours en conflit. L'égalité vient contredire les excès d'une liberté égoïste ; la fraternité vient s'opposer à une froide égalité individualiste, ne voyant dans la liberté des autres qu'une menace ; la liberté vient rappeler que sans elle, l'égalité dans la servitude n'a aucun sens...

C'est l'ambivalence dialectique des trois valeurs de la devise qui fonde le conflit perpétuel dans lequel elle s'articulent. Et cette complémentarité « dialectique » -dans le sens où ces trois valeurs entretiennent toujours un dialogue critique entre elles-, est ce qui fonde le dynamisme de la démocratie et de son auto-critique permanente :

- la liberté des uns n'oublie-t-elle pas l'égalité avec d'autres libertés ? Ce qui serait le cas quand veut s'imposer la liberté la plus forte...
- l'égalité renvoie-t-elle à une liberté effective ? Ce qui serait le cas dans un régime totalitaire...
- L'égalité des libertés isolées dans leur cases sécuritaires garanties par la loi n'oublie-t-elle pas le lien fraternel qu'elle peut avoir avec les autres libertés, qui ne représentent pas seulement qu'un danger, mais sont aussi source de richesse ? Ce qui serait le cas dans une société individualiste où chacun vit replié sur soi-même, dans son confort personnel, mais dans la peur de la rencontre des autres...
- le groupement d'intérêts fraternels des uns ne se fait-il pas aux dépens de la fraternité des autres ? Ce qui serait le cas pour toute association s'efforçant de faire prévaloir son intérêt particulier sur celui des autres, et donc sur l'intérêt général....
- Peut-on se contenter d'une égalité entre les fraternités particulières de communautés différentes, juxtaposées mais hermétiques, coexistant sans réel rapport les unes avec les autres ?

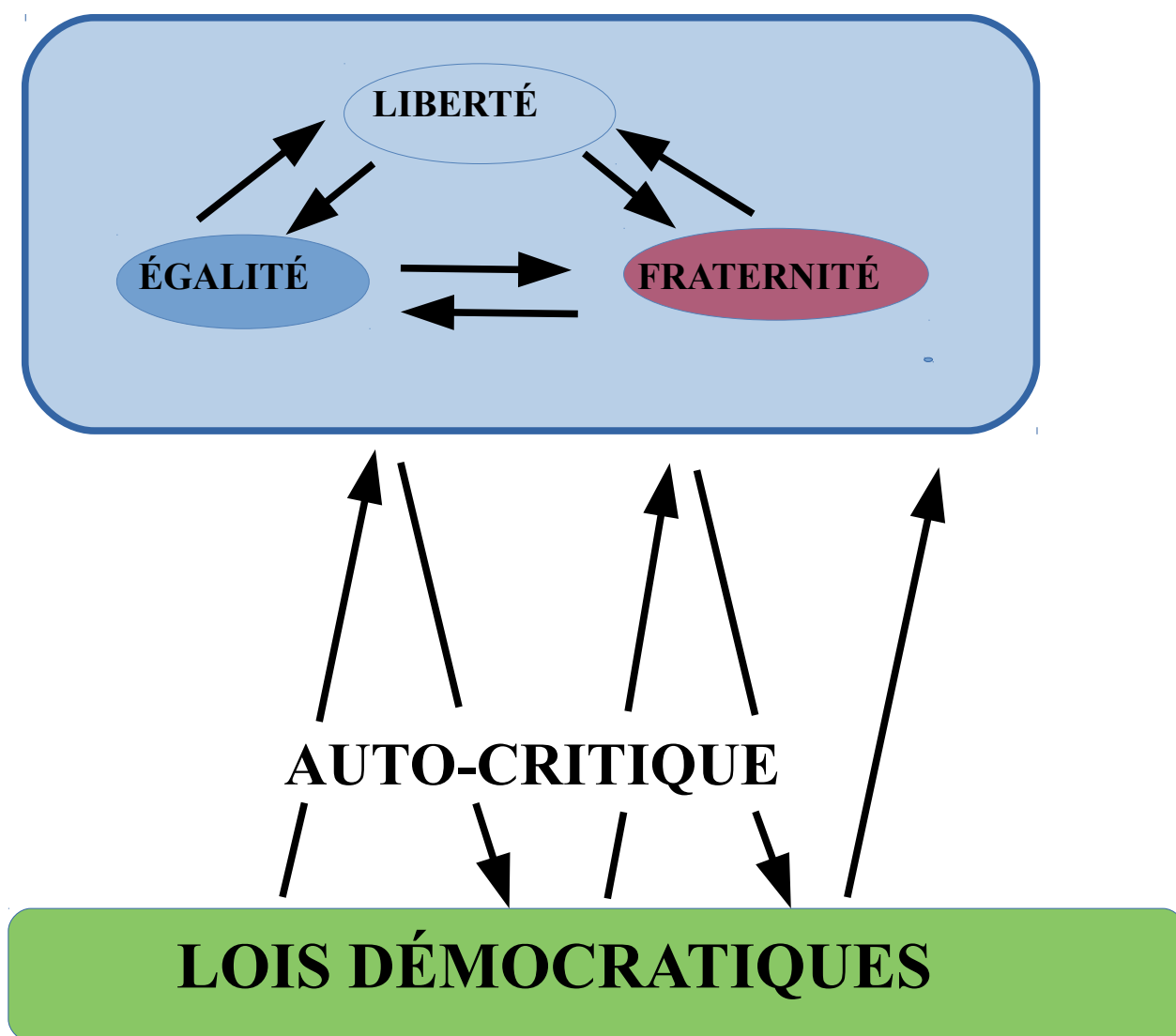
Par ailleurs, la survalorisation d'une des trois valeurs de la devise républicaine permet de définir le type de régime politique en vigueur :

- Certains pays dits « libéraux » font un absolu de la liberté, qui doit prévaloir sur les deux autres valeurs de la devise républicaine. Avec le risque d'affrontements où tente de s'affirmer la « loi de la plus forte liberté. »
- D'autres pays plus « autoritaires » imposent une égalité qui néglige les libertés individuelles et se méfient des relations de fraternité, suspectes de dissidence. Avec ici le risque d'une « paix des cimetières » où le silence qui s'étend uniformément témoigne de l'interdiction de tout dialogue critique.
- D'autres pays enfin plus centrés sur les « communautés », où la loi est faible face aux diverses fraternités communautaires, donnent la primauté aux règlements internes des groupements les plus puissants, qui dictent leur comportement mafieux ou religieux aux minorités. La loi qui prévaut est ici celle de la fraternité communautaire la plus forte.

Liberté du plus fort au détriment de celle des autres, égalité de la case (prison ou appartement individuel confortable et virtuellement connecté dont on ne sort plus volontairement car le monde est insécure), fraternité du groupe qui peut imposer son intérêt aux autres... les valeurs de la République ne sont des

valeurs que si elles font système, si elles s'articulent entre elles pour se contredire et se tempérer mutuellement.

L'ambivalence des trois valeurs de la République et le conflit dialectique de valeurs qu'elles entretiennent fonde le dynamisme d'une démocratie qui s'auto-critique sans cesse, grâce à cet idéal ternaire toujours en tension, dont l'articulation conflictuelle l'incite à progresser.



## VII- ÉDUIQUER A LA CITOYENNETÉ

Un dossier complet du CNECSCO sur l'éducation civique en 2016 en France et en Europe :

**Dossier de synthèse : éducation à la citoyenneté à l'école (28p)**

## VIII- LES ALLUSIONS PARTIELLES AUX VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE

**Comprendre comment les trois valeurs de la devise républicaine font système, c'est reconnaître qu'il n'est pas possible de ne mettre l'accent que sur l'une ou l'autre de ces valeurs.**

### A- L'oubli de la fraternité

Ne définir la liberté que par son seul côté négatif revient à mettre l'accent sur la *sécurité* apportée par la loi, et à ne considérer les autres libertés que comme des menaces dangereuses. C'est par exemple le cas d'un régime sécuritaire d'exclusion et de méfiance généralisée, où toute *fraternité* est oubliée.

### B- L'oubli de l'égalité

De même, ne définir la liberté que par son seul côté positif peut confiner à un optimisme excessif ou un *cynisme manipulateur*, si l'on croit que spontanément toutes les autres libertés ne demandent qu'à s'associer et à coopérer. C'est la croyance par exemple en l'harmonie spontanée du renard libre et des poules libres dans le poulailler ; ou la foi en des communautés d'emblée sans rapport de pouvoir, la croyance en la possibilité de contrats justes entre contracteurs inégaux... Ici, c'est l'affirmation de la nécessaire *égalité* devant la loi qui est oubliée.

### C- L'oubli de la liberté

Enfin, affirmer l'égalité de tous devant la loi en exigeant une uniformisation face à une loi arbitraire, voire une fraternisation idéologique contrainte, sans vraiment tenir compte des différentes volontés individuelles, c'est l'exemple de la dictature ou des pratiques modernes -idéologiques, communautaristes ou technologiques- de servitude volontaire, où l'affirmation de la *liberté* est oubliée.

\* note de la page 2 :

« Le randori-compétition que nous pratiquons en Occident est bien davantage compétition que randori. Le travail est raide, heurté, défensif et par conséquent lent. Les Japonais font au contraire un randori souple, rapide, offensif. Le rythme des attaques est beaucoup plus intense et les attaques se succèdent sans interruption. Celui qui subit l'attaque ne résiste pas « à mort ». Si le mouvement est bon, il chute. [...] Voilà qui change des randoris où les bras sont des brancards tendus, et le ventre un mur de béton. [...] On voit comment il est faux de tenter des combats destinés à sélectionner des valeurs alors que ces valeurs n'existent pas encore. Certes, il y a en nous tous le besoin de nous confronter, de nous mesurer, de prouver aux autres et surtout à nous-mêmes, que nous sommes « le plus fort ». En sens contraire chez certains, la crainte d'être « le plus faible », d'être battu, paralyse et fait éviter le combat, fuir la confrontation. [...] Il conviendrait peut-être que dans les Dojos, l'accent soit mis sur la recherche, avec peut-être en vue un espoir lointain de réussite. [...] Nous n'ignorons pas tout ce qu'il y a à vaincre en nous pour se conduire ainsi. Les parents, les amis, les amies excitent en nous le désir d'être le premier, le plus fort, le champion. Abandonner ce désir du triomphe rapide pour se livrer à cette longue et patiente recherche, accepter cette dure et sévère discipline n'est pas à la portée de tout le monde. [...]

Mais attention, cela dit, le sport, s'il n'est pas rigoureusement circonscrit, limité, encadré et contrôlé, peut constituer un danger mortel pour le véritable Judo. [...] Le véritable Judo [...] est une étude patient, un travail opiniâtre, dans lesquels le partenaire nous aide et doit être aidé sans cesse. Il est l'ami sans lequel nous ne pouvons pas progresser. A aucun moment il n'est vraiment l'adversaire, encore moins l'ennemi. Il nous résiste juste ce qu'il faut pour nous obliger à dépasser notre niveau actuel. [...] il n'est jamais pour nous l'homme à abattre, à vaincre à tout prix et n'importe comment. Notre but est de progresser, et la victoire n'est qu'un signe-relatif d'ailleurs- de notre progrès ou de la défaillance du partenaire. [...] l'esprit partisan, la passion du jeu, l'orgueil collectif [...] submerge, même chez les meilleurs, l'esprit de justice, de vérité, le sentiment chevaleresque.

Le partenaire devient l'adversaire, puis l'ennemi, l'homme à abattre par tous les moyens. La ruse, le truc, tout devient permis. Gagner est devenu l'objectif, gagner à tout prix, n'importe comment, et, avant tout, ne pas perdre. Bloquer si on n'est pas le

pus fort, empêcher l'autre de travailler, tout cela construit un faux judo, qui n'est plus du judo. Si, comme nous l'avons vu, certains aspects de la confrontation sportive ne sont pas négatifs, [...] il faut le faire avec une prudence, extrême modération, et une attention méfiante, toujours en éveil.

Si nous faisons le compte de la plupart des anciens champions de Judo, nous pouvons constater avec tristesse que la plupart d'entre eux, lorsqu'ils ont cessé d'être des champions, lorsque la gloire ne leur a pas prodigué ses sourires, ont abandonné le Judo. En réalité, c'était déjà le vrai Judo qui les avait abandonnés, lorsqu'ils s'étaient seulement consacrés à une carrière de champion. »

Chp XIV : *Le véritable randori. Utilité et dangers du sport.* p 131-139, *ibid.*

« **Le Judo, école de vie** » par J.-L. Jazarin, Président du conseil des ceintures noires de France, 5ème Dan. (Le Pavillon, Roger Maria Editeur)